

DÉLIBÉRATION *cue*

DU CONSEIL GÉNÉRAL

FR C

5785

DE LA COMMUNE DE NISMES,

Du 22 Avril 1790.

Du Jeudi vingt-deux Avril mil sept cent quatre-vingt-dix, heure de deux après midi, le Conseil général de la Commune assemblé dans la salle de l'Hôtel-de-Ville, & présidé par M. le Baron DE MARGUERITTES, Maire.

Présens & opinans MM., &c.

M. VIDAL, Procureur de la Commune, portant la parole, a dit :

M E S S I E U R S ,

Il nous est parvenu une Brochure, intitulée : *Nouveau complot découvert*, & imprimée à Paris chez Garnery, rue Serpente, n°. 17, commençant par ces mots :

A

M + W 10581

Citoyens, ne voyez vous pas, &c., & finissant par ceux-ci : Le calme succédera bientôt à tous les orages que nous avons éprouvés.

Nous laisserons à l'écart des objets étrangers à la ville de Nîmes, & nous nous bornerons à vous dénoncer une imposture atroce que notre sensibilité & notre ministère ne nous permettent pas de dissimuler.

On lit à la page 2 de cette Brochure : « A peine la
 » nomination du vertueux Rabaut de Saint-Etienne,
 » votre ami, votre frère, celui qui vous a rassurés par
 » une motion si consolante, quand vos ennemis pré-
 » choient la banqueroute, a-t-elle été connue, que dans
 » les rues de Nîmes on lisoit le placard suivant : *L'in-*
 » *fâme Assemblée Nationale vient de mettre le comble*
 » *à ses forfaits, elle a nommé un Protestant pour la*
 » *présider ; & le lendemain quatre Protestans ont été*
 » *assassinés. Qui peut méconnoître la fureur des prêtres,*
 » *la rage des aristocrates ? »*

Il est difficile de contenir son indignation à cette lecture.

Nous sommes informés que ce Libelle a été répandu, le 13 & le 14, parmi le peuple de Paris.

Sans chercher à pénétrer les motifs d'une telle distribution faite dans ce moment avec la plus grande profusion, nous nous bornerons à dévouer à l'exécration publique cette infâme production. Il seroit aisé d'en découvrir l'auteur, puisque le Libraire s'est fait connoître ; mais loin de chercher à démasquer ce méchant homme & ses vues, abandonnons-le au mépris qu'il mérite, & délavouons hautement les impostures consignées dans cet affreux Libelle. Nous le devons comme Citoyens, nous le devons sur-tout comme Représentans de la Commune indignement outragée.

Faisons connoître à l'Assemblée Nationale & à tout le Royaume l'unanimité de nos vœux pour la paix ; qu'on



3

fache que les Citoyens de Nîmes en ont toujours joui sous vos heureux auspices;

Qu'ils ne se sont point souillés des crimes atroces qu'on ose leur imputer;

Qu'ils ont toujours été bons Patriotes & bons François;

Qu'ils n'ont pas cessé de vivre en frères;

Que la différence du culte n'a point troublé l'ordre social, & que Nîmes est encore la patrie du Consul *Villars* qui, dans des temps déplorables, à l'époque de la St. Barthelemi, fut concilier, par de sages tempéramens, l'obéissance due au Souverain, avec les devoirs de l'humanité; de ce *Villars* qui rassembla les Citoyens des deux Religions, qui les fit jurer, sur l'autel de la concorde, de vivre en amis & en frères, & qui, secondé par *Bertrand du Luc*, Vicaire-Général, le Siège vacant, parvint ainsi à maintenir une union fraternelle parmi ses Concitoyens, tandis que des flots de sang couloient à Paris & dans les Provinces, par les ordres d'un Roi cruellement trompé.

Nous déposons sur le Bureau le Libelle que nous vous avons dénoncé, & nous requérons le Conseil de délibérer.

Lecture faite du Libelle remis sur le Bureau par le Procureur de la Commune :

Le Conseil justement indigné de la méchanceté du vil calomniateur qui lui est dénoncé, mais plus fortement ému par l'héroïsme du Consul *Villars* qu'il prendra toujours pour modèle, a unanimement délibéré & arrêté de témoigner à l'Assemblée Nationale & à la France entière sa juste indignation de l'outrage fait à la Ville de Nîmes & aux Ministres de la Religion, qui n'ont pas cessé de prêcher la concorde & d'en donner l'exemple.

Déclare qu'il n'existe aucun Citoyen qui ne soit pénétré de respect pour l'Assemblée Nationale, & qu'on rend à M. *Rabaut de Saint-Etienne* la justice qu'il mérite.

Désavoue hautement les atrocités imputées dans cet écrit aux Citoyens de Nîmes, & atteste à toute l'Europe

qu'il est faux que les Catholiques de cette Ville se soient portés contre les Protestans à aucun excès, & encore moins aux horreurs consignées dans ce Libelle, dont les Représentans de la Commune dévouent l'Auteur & ses complices à l'exécration publique.

Arrête, en outre, que la présente Délibération sera imprimée, & que des exemplaires en seront envoyés tant à l'*Assemblée Nationale*, qu'à MM. les *Députés du Département*, & aux principales *Municipalités du Royaume*.

Collationné sur l'original.

BERDINCQ, Secrétaire - Greffier, Signé.